



Vu pour être annexé à  
la délibération n° 2021-009-DB



## **CONTRAT DE MANDAT PUBLIC**

### **POUR LA CONSTRUCTION D'UNE USINE RELAIS ET TROIS ATELIERS RELAIS**

**La Communauté d'Agglomération SAUMUR VAL DE LOIRE,**

représentée par Monsieur Michel PATTÉE, son Vice-Président en exercice, en vertu de la délibération

n° XXXX du Bureau Communautaire en date du xxxxxxxx reçue en préfecture

le xxxxxxxxxx

et désigné dans ce qui suit par les mots "la Collectivité" ou "le Mandant" ou "le Maître de l'Ouvrage"

D'UNE PART

ET

**ALTER PUBLIC**, Société Publique Locale au capital de 370 000 €,

dont le siège social est au 48C Boulevard Foch à Angers,

inscrite au registre du commerce et des sociétés d'Angers sous le numéro 528 848 153,

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Michel BALLARINI, confirmé à cette fonction par décision du Conseil d'Administration en date du 03 septembre 2020

et désignée dans ce qui suit par les mots "la Société" ou "le Mandataire"

D'AUTRE PART

## **PRÉAMBULE :**

La Collectivité envisage la **construction d'une usine-relais et de 3 ateliers relais.**

**L'usine relais de 800 m<sup>2</sup> sera située dans la ZA de la ronde à Allonnes.**

**Les ateliers relais de 300 et 200 m<sup>2</sup> seront construits sur les communes de Tuffalun, Gennes Val de Loire et sur le territoire de Saumur Val de Loire.**

Elle en a défini le programme et a arrêté, à la somme de **1 645 392 € HT**, valeur octobre 2019 l'enveloppe financière prévisionnelle, rémunération du mandataire comprise. Ces deux documents sont ci-après annexés.

Conformément aux dispositions de l'article L 2422-6 du code de la commande publique, la Collectivité a décidé de déléguer au mandataire le soin de faire réaliser cet ouvrage en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions du présent contrat.

La Collectivité désigne Monsieur le Président comme étant la personne compétente pour la représenter pour l'exécution de la présente convention, sous réserve du respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales, du code de la commande publique, notamment pour donner son accord sur les avant-projets, pour approuver le choix des cocontractants, pour autoriser la signature des marchés, pour donner son accord sur la réception ; la Collectivité pourra à tout moment notifier au mandataire une modification de cette personne.

La Collectivité est actionnaire de la Société publique locale ALTER PUBLIC qui a été créée le 27 septembre 2010. En application de l'article L.327-1 du Code de l'urbanisme, cette société exerce son activité exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres.

Compte-tenu du statut de Société publique locale d'ALTER PUBLIC, le présent contrat est conclu dans le cadre de prestations intégrées de quasi-régie ne nécessitant pas la mise en œuvre d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article L.2511-1 du Code de la commande publique

La Collectivité demande au mandataire, qui accepte, de faire réaliser, au nom et pour le compte de ladite Collectivité et sous son contrôle, la **construction d'une usine relais et de trois ateliers relais**.

Elle lui donne à cet effet mandat de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions de la maîtrise d'ouvrage définies à l'article 5 ci-après.

Ces ouvrages devront répondre à la notice programmatique et respecter l'enveloppe financière prévisionnelle ci-annexés, ces documents ayant été approuvés par la Collectivité mais pouvant être éventuellement précisés ou modifiés comme il est dit ci-après à l'article 2.

Il est toutefois d'ores et déjà précisé que la Collectivité pourra mettre un terme à la mission du mandataire et qu'elle se réserve le droit de renoncer à la réalisation de l'ouvrage, notamment au stade de l'approbation des avant-projets et après la consultation des entreprises ainsi qu'il est dit aux articles 2 et 20 du présent contrat.

## **ARTICLE 2 - MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE**

Le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle pourront être précisés, adaptés ou modifiés dans les conditions suivantes.

Comme le prévoit l'article 6, le mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle par ses co-contractants.

Il ne saura prendre, sans l'accord de la collectivité, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et devra informer la collectivité des conséquences financières de toute décision de modification du programme que celle-ci prendrait. Cependant, il pourra alerter la collectivité au cours de sa mission sur la nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient perturber les prévisions faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle pourra être proposée à la collectivité notamment aux stades suivants :

- approbation des avant-projets : article 10.
- signature des marchés après consultation : article 9.

Dans tous les cas où le mandataire aura alerté la collectivité sur la nécessité d'une modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et que celle-ci n'aura pas pris les décisions nécessaires (ré-étude des avant-projets, nouvelle consultation, mesures d'économie...), le mandataire sera en droit de résilier le contrat de mandat. Dans ce cas, la collectivité supportera seule les conséquences financières de la résiliation dans les conditions précisées à l'article 20-1 ci-après.

Les modifications acceptées par la collectivité ou faites à son initiative feront l'objet d'un avenant au présent contrat préalablement à toute mise en œuvre.

### **3.1 – Date d’effet**

La collectivité notifiera au mandataire le présent contrat de mandat signé en lui faisant connaître la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat. Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

### **3.2 – Durée**

Sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 20, le présent mandat expirera à l'achèvement de la mission du mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 16.

Sur le plan technique, le mandataire assurera toutes les tâches définies ci-après à l'article 5 jusqu'à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement en tenant toutefois compte de la prolongation éventuelle de ce délai en cas de réserves non levées à cette date ou de désordres apparus pendant ce délai et non réparés.

Pour l'appréciation de ce terme, il est précisé que la réception des travaux de l'usine relais est prévue pour le début du premier trimestre 2022 sans que le mandataire puisse être tenu responsable des retards qui n'auraient pas pour cause sa faute personnelle et caractérisée. Les autres ateliers seront livrés courant 2022.

Après l'expiration de sa mission, le mandataire aura encore qualité pour, le cas échéant, liquider les marchés et notifier les DGD.

Elle remettra au mandant à la fin de ses missions l'ensemble des dossiers afférents à cette opération.

## **ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION DES LIEUX**

La collectivité fera son affaire de l'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation des ouvrages et les mettra à la disposition du mandataire au plus tard la veille du jour de commencement des travaux.

## **ARTICLE 5 - ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE**

Conformément aux dispositions des articles L 2422-5 et suivants du code de la commande publique, la collectivité donne mandat au mandataire pour exercer, en son nom et pour son compte, les attributions suivantes qui sont ci-après précisées :

- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et exécutés,
- préparation, signature et suivi des contrats d'assurance, de contrôle technique, de coordination SPS et plus généralement de tous les contrats nécessaires à la réalisation des ouvrages,
- préparation du choix des maîtres d'œuvre, signature et gestion des contrats de maîtrise d'œuvre,
- approbation des avant-projets et accord sur les projets,

- ~~préparation du choix des entreprises de travaux et établissement, signature et gestion des dits~~ contrats,
- versement de la rémunération des missions de maîtrise d'œuvre et du prix des travaux et plus généralement de toutes les sommes dues à des tiers,
- valide et signe les avenants inférieurs à 5 % du montant initial HT du marché en fonction des règles internes à la collectivité
- suivi des chantiers sur les plans technique, financier et administratif,
- réception des ouvrages,
- ainsi que l'accomplissement de tous les actes afférents à ces attributions.

Le détail des tâches résultant de ces attributions est défini en annexe 1.

## **ARTICLE 6 - MODE D'EXÉCUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITÉ DU MANDATAIRE**

D'une façon générale, dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission, le mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de mandataire de la collectivité, et de ce qu'il n'est pas compétent pour la représenter en justice, tant en demande qu'en défense, y compris pour les actions contractuelles, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées.

Le mandataire veillera à ce que la coordination des entreprises et des techniciens aboutisse à la réalisation des ouvrages dans les délais et l'enveloppe financière et conformément au programme arrêté par la collectivité. Il signalera à la collectivité les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Il représentera la collectivité maître de l'ouvrage à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

Il est précisé que les attributions confiées au mandataire constituent une partie des attributions du maître de l'ouvrage. En conséquence, la mission du mandataire ne constitue pas, même partiellement, une mission de maîtrise d'œuvre, laquelle est assurée par l'architecte, le bureau d'études et/ou l'économiste de la construction, qui en assument toutes les attributions et responsabilités.

Le mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil et à l'article L 2422-6 du code de la commande publique. De ce fait, il n'est tenu envers le maître de l'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat. Notamment, le mandataire ne peut être tenu personnellement responsable du non-respect du programme ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, éventuellement modifiés comme il est dit à l'article 2, sauf s'il peut être prouvé à son encontre une faute personnelle et caractérisée, cause de ces dérapages, ceux-ci ne pouvant à eux seuls être considérés comme une faute du mandataire. Il en serait de même en cas de dépassement des délais éventuellement fixés par la collectivité.

Le mandataire représentera la collectivité pour s'assurer du respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

À cette fin :

1. Il préparera, au nom et pour le compte de la collectivité, les dossiers de demandes d'autorisations administratives nécessaires et en assurera le suivi. Il préparera notamment, en liaison avec le maître d'œuvre, les dossiers de demande de permis de construire et dont il assurera le suivi.
2. Il recueillera et remettra au mandant, qui sera seul compétent pour les valider, toutes les précisions et modifications nécessaires au programme et à l'enveloppe financière, notamment à l'issue des études d'avant-projet et avant tout commencement des études ou projets ainsi qu'il est dit à l'article 2.
3. Il représentera le mandant dans les relations avec les sociétés concessionnaires (Enedis, GRDF, etc.) afin de prévoir, en temps opportun, leurs éventuelles interventions.
4. Il proposera à la collectivité et recueillera son accord, sur les modes de dévolution des marchés ainsi qu'il est dit à l'article 9.
5. Il suivra au nom et pour le compte du mandant la mise au point des calendriers d'exécution établis par les OPC en collaboration avec les entreprises et vérifiera sa compatibilité avec les délais de réalisation souhaités par la collectivité.
6. Il fera procéder aux vérifications techniques nécessaires (relevés de géomètre, études de sols, etc.)
7. Il fera intervenir des organismes de contrôle technique en cas de besoin ainsi que des coordonnateurs sécurité santé (SPS).

Pour l'exécution de cette mission, le mandataire pourra faire appel, au nom et pour le compte de la collectivité, et avec l'accord de cette dernière, à des spécialistes qualifiés pour des interventions temporaires et limitées. D'ores et déjà la collectivité autorise l'intervention d'une personne qualifiée pour tous les actes de la compétence d'une profession réglementée ou d'un technicien (géomètres, avocats, huissiers, études géotechniques ...)

Dans tous les cas, la rémunération de ces prestataires devra être fixée de façon à préserver au maximum les intérêts de la collectivité mandante.

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont prises en compte dans le bilan de l'opération.

## **ARTICLE 8 - ASSURANCES**

### **8.1 - Assurance responsabilité civile professionnelle**

Le mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle.

### **8.2 - Assurance responsabilité civile décennale "constructeur non réalisateur " (CNR)**

Le mandataire s'engage à souscrire, au cas où il en aurait l'obligation conformément aux articles L 241-1 et L 241-2 du Code des Assurances, une police de responsabilité décennale.

Accusé de réception en préfecture  
03/07/2021 10:00:11  
Date de télétransmission : 19/02/2021  
Date de réception préfecture : 19/02/2021

### **8.3 - Assurance "dommages-ouvrage"**

La collectivité demande au mandataire de souscrire une police d'assurance "dommages-ouvrage" pour son compte.

### **8.4 - Assurance "tous risques chantiers"**

La collectivité demande au mandataire de ne pas souscrire de police d'assurance "Tous risques chantiers" pour son compte.

## **ARTICLE 9 - PASSATION DES MARCHÉS**

Les dispositions du Code de la commande publique applicables à la collectivité sont applicables au mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés conclus au nom et pour le compte de la collectivité dans les conditions particulières définies ci-dessous.

Pour la mise en œuvre des modalités de transmission électronique des candidatures et des offres en application des dispositions des textes précités, le mandataire aura recours à la plateforme <http://achatpublic.com>.

### **9.1 - Modes de passation des marchés**

Le mandataire utilisera les procédures de mise en concurrence prévues par le Code de la commande publique. À cette fin, le mandataire remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et les seuils prévus par ces textes.

Il définira avec la collectivité les seuils en fonction des notions d'opérations et de familles d'achat propres à celle-ci.

### **9.2 - Incidence financière du choix des cocontractants**

S'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le mandataire devra en avertir la collectivité dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus. L'accord de la collectivité pour la signature du marché ne pourra alors être donné qu'après augmentation corrélative de l'enveloppe.

### **9.3 - Rôle du mandataire**

Plus généralement, le mandataire ouvrira les enveloppes comprenant les documents relatifs aux candidatures et à l'offre dans le cas où l'ouverture de ces enveloppes n'est pas réservée à la commission d'appel d'offre ou au jury, en enregistrera le contenu et préparera les renseignements relatifs aux candidatures pour la réunion de la CAO, si celle-ci est obligatoire.

Le mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou de compléter les pièces manquantes.

Il proposera, le cas échéant la composition du jury ou de la commission technique.

Il procédera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera en tant que de besoin les avis d'attribution et les avis d'intention de conclure.



## **9.4 - Signature des marchés, contrats et bons de commandes**

Le mandataire procédera à la mise au point des marchés, ainsi qu'aux avenants correspondants, à leur établissement et à leur signature, après accord de la collectivité. La signature ne pourra intervenir avant le délai défini à l'article R.2182-1 du code de la commande publique, ce délai courant à compter de la notification aux candidats du rejet de leurs offres.

Les contrats devront indiquer que le mandataire agit au nom et pour le compte du mandant.

Par le présent mandat, le mandataire du maître de l'ouvrage est autorisé à signer les bons de commandes inférieurs à 40 000 € HT qui ne nécessite pas de mise en concurrence.

## **9.5 - Transmission et notification**

Le mandataire transmettra, lorsqu'il y a lieu en application de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, au nom et pour le compte de la collectivité, les marchés signés par lui au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est située la collectivité. Il établira, signera et transmettra, le rapport établi par elle conformément à l'article R. 2184-1 du code de la commande publique et suivants.

Il notifiera ensuite lesdits marchés aux cocontractants.

## **ARTICLE 10 - AVANT-PROJETS ET PROJETS**

Le mandataire devra, avant d'approuver les avant-projets, obtenir l'accord de la collectivité. Cette dernière s'engage à lui faire parvenir son accord ou ses observations, ou le cas échéant son désaccord, dans le délai d'un mois à compter de la saisine. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'accord de la collectivité sera réputé acquis à condition que le programme et l'enveloppe prévisionnelle soient respectés.

Le mandataire transmettra à la collectivité, avec les avant-projets, une note détaillée et motivée permettant à cette dernière d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectés. S'il apparaît qu'ils ne sont pas respectés, le mandataire devra alerter la collectivité sur la nécessité ou l'utilité d'apporter des précisions, ajustements ou modifications à ce programme et/ou à cette enveloppe.

Dans ce cas, la collectivité devra expressément :

- soit définir les modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière permettant d'accepter les avant-projets ;
- soit demander la modification des avant-projets ;
- soit, notamment s'il lui apparaît que le programme souhaité ne peut rentrer dans une enveloppe prévisionnelle acceptable, renoncer à son projet et notifier au mandataire la fin de sa mission, à charge pour la collectivité d'en supporter les conséquences financières, comme prévu à l'article 20.1.

Sur la base des avant-projets, éventuellement modifiés, et des observations de la collectivité, le mandataire fera établir les projets définitifs qu'il acceptera au nom et pour le compte de la collectivité.

### **11.1 - Gestion des marchés**

Le mandataire assurera, dans le respect des dispositions visées à l'article 2 ci-dessus, la gestion des marchés au nom et pour le compte de la collectivité dans les conditions prévues et par l'article Article R2431-16 du Décret n° 2018- 1075 du 3 décembre 2018, de manière à garantir les intérêts de la collectivité.

À cette fin, notamment :

- Il délivrera les ordres de service.
- Il vérifiera les situations et états d'acompte émis par les différents prestataires et par les entreprises de travaux.
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Il traitera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il statuera sur les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats.
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu.

### **11.2 - Suivi des travaux**

Le mandataire représentera la collectivité dans les réunions et visites relatives au suivi des travaux. Il veillera à ce que la coordination des entreprises et techniciens aboutisse à la réalisation des ouvrages dans le respect des délais, de la qualité des prestations et des marchés et signalera à la collectivité les anomalies qui pourraient survenir. Il s'efforcera d'obtenir des intervenants des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera la collectivité et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

## **ARTICLE 12 - RÉCEPTION DES OUVRAGES ; PRISE DE POSSESSION**

Après achèvement des travaux, il sera procédé, à l'initiative du maître d'œuvre, en présence des représentants de la collectivité, ceux-ci dûment invités par le mandataire, aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises.

Le mandataire ne pourra notifier aux dites entreprises sa décision relative à la réception des ouvrages qu'avec l'accord exprès de la collectivité sur le projet de décision. La collectivité s'engage à faire part de son accord dans un délai compatible avec celui de 30 jours fixé à l'article 41-3 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux.

La collectivité, propriétaire des ouvrages, en prendra possession dès la réception prononcée par le mandataire (ou des différentes réceptions partielles en cas de livraison échelonnée). À compter de cette date, elle fera son affaire de l'entretien des ouvrages et, en cas de besoin, de la souscription des polices d'assurance que, le cas échéant, elle s'oblige à reprendre au mandataire.

Le mandataire fera parvenir, dans un délai d'un an à compter de la réception, au mandant l'ensemble des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) remis par les entreprises et contrôlés par le maître d'œuvre, ainsi que le Dossiers d'Intervention Ultérieures sur Ouvrage (DIUO) établi par le coordonnateur SPS.

Le montant des dépenses à engager par le mandataire est provisoirement évalué à **1 567 040 € HT**; son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le mandataire pour la réalisation des ouvrages.

Ces dépenses comprennent notamment :

1. les études techniques ;
2. le coût des travaux de construction des ouvrages incluant notamment toutes les sommes dues aux maîtres d'œuvre et entreprises à quelque titre que ce soit ;
3. le coût des assurances-construction, du contrôle technique et de toutes les polices dont le coût est lié à la réalisation des ouvrages ;
4. les taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération ;
5. les charges financières que le mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses. Celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 15 ci-après ;
6. et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de ouvrages, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, les éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que le mandataire aurait supporté et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.

## **ARTICLE 14 - RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ**

### **14.1 - Montant de la rémunération**

La rémunération du mandataire est estimée à 78 352 € HT ( SOIXANTE DIX HUIT MILLE TROIS CENT CINQUANTE DEUX EUROS HT) en valeur du mois de janvier 2021 (mois Mo), correspondant à 5 % de l'enveloppe financière prévisionnelle définie à l'article 13 ci-dessus. Cette rémunération sera majorée de la T.V.A. au taux en vigueur.

### **14.2 Forme du prix**

**Le présent contrat est passé à prix révisable.**

Les acomptes relatifs aux honoraires du Mandataire des mois postérieurs au mois Mo seront calculés avec un coefficient de révision égal à :

$$\frac{I_m}{I_o} - 0.15 + 0.85 \text{-----}$$

Io est l'index national Syntec publié ou à publier correspondant au mois Mo d'établissement des prix.

Im est l'index national Syntec publié ou à publier correspondant au mois d'exécution des prestations.

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois d'avril 2019 (mois Mo).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

## **14.2 - Avance forfaitaire**

Le marché ne fait pas l'objet d'une avance forfaitaire.

## **14.3 - Modalités de paiement**

Le règlement de la rémunération du mandataire interviendra par acomptes périodiques selon échéancier des dépenses joint en annexe 3 et ses éventuelles mises à jour.

Le paiement des acomptes sera arrêté lorsque le total des acomptes versés atteindra, en valeur de base, 90 % de la rémunération.

Le solde sera mandaté à raison de moitié dans les quarante-cinq jours suivant la remise de l'ouvrage et moitié dans les quarante-cinq jours qui suivront le constat d'achèvement de la mission technique.

Ces deux derniers versements donneront lieu à révision selon les mêmes conditions que les acomptes.

## **14.4 - Mode de règlement**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par virement établi à l'ordre de la société.

Présentation des factures au format dématérialisé

- Pour les grandes entreprises et les personnes publiques, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Cette obligation concerne les entreprises de taille intermédiaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, les PME à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et les micro-entreprises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Attention, ces structures sont concernées uniquement dans le cadre de leurs contrats conclus avec l'Etat, ses établissements publics à caractère autre qu'industriel et commercial, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements.
- Les catégories d'entreprises sont détaillées à l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

⇒ un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;

⇒ un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

## 15.1 – Financement

Le financement des dépenses de l'opération telles que déterminées à l'article 13 ci-dessus, est intégralement à la charge de la collectivité.

La collectivité avancera au mandataire les fonds nécessaires pour faire face aux dépenses à régler.

Dans le mois suivant la signature du présent contrat, le maître de l'ouvrage versera au mandataire une avance d'un montant égal aux dépenses prévues pour les trois premiers mois de la mission telles qu'elles ressortent de l'échéancier prévisionnel figurant en annexe 3.

L'avance ainsi consentie sera réajustée tous les mois, de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie du mandataire durant la période à venir jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie.

Tous les mois, le mandataire fournira au maître de l'ouvrage un décompte faisant apparaître :

- a) Le montant cumulé des dépenses supportées par le mandataire ;
- b) Le montant cumulé des versements effectués par le maître de l'ouvrage et des recettes éventuellement perçues par le mandataire ;
- c) Le montant de l'avance nécessaire pour couvrir la période à venir ;

Le maître d'ouvrage procédera au règlement du montant visé au c) dans les 30 jours suivant la réception de la demande.

**En cas de désaccord** entre le maître de l'ouvrage et le mandataire sur le montant des sommes dues, le maître de l'ouvrage mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'il a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

En cas d'insuffisance de ces avances, le mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

## **2°/ Remboursement par la Collectivité**

Toutefois, la Collectivité pourra demander au Mandataire, d'assurer le préfinancement d'une partie des dépenses dans la limite de 10 %, soit sur ses disponibilités, soit par recours à un organisme tiers.

La Collectivité s'oblige à rembourser le Mandataire au plus tard dans les 3 mois du règlement de la dépense par le Mandataire.

La Collectivité paiera ou remboursera au Mandataire le montant des charges financières qu'il aura supportées pour assurer ce préfinancement.

Le coût de ce préfinancement, effectué d'ordre et pour compte de la Collectivité, sera égal au coût auquel le Mandataire se sera procuré effectivement les fonds.

## **3°/ Conséquences des retards de paiement.**

En aucun cas le mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des entreprises ou d'autres tiers du fait du retard de la collectivité à verser les avances nécessaires aux règlements ou de délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du mandataire.

# **ARTICLE 16 - CONSTATATION DE L'ACHÈVEMENT DES MISSIONS DE LA SOCIÉTÉ**

## **16.1 - Sur le plan technique**

Sur le plan technique, le mandataire assurera sa mission jusqu'à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où des réserves auraient été faites à la réception ou des désordres dénoncés pendant la période de parfait achèvement visée à l'article 3.2, il appartiendra au mandataire de suivre la levée de ces réserves ou la réparation des désordres jusqu'à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement. Le mandataire adressera à la collectivité copie du procès-verbal de levée des réserves ou désordres.

Toutefois, au cas où la levée de ces réserves ou la réparation de ces désordres n'auraient pas été obtenues à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement, la mission du mandataire sera prolongée jusqu'à la levée de la dernière réserve ou dernière réparation.

A l'issue de cette période de parfait achèvement, le mandataire demandera à la collectivité le constat de l'achèvement de sa mission technique. La collectivité notifiera au mandataire son acceptation de cet achèvement dans le délai d'un mois. A défaut de réponse, cette acceptation sera réputée acquise à l'issue de ce délai.

#### 16.2.1 - Reddition des comptes de l'opération

L'acceptation par la collectivité de la reddition définitive des comptes vaut constatation de l'achèvement de la mission du mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

Le mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception à la collectivité, cette reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai de un an à compter du dernier décompte général et définitif des cocontractants.

La collectivité notifiera son acceptation de cette reddition des comptes dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

Au moment de la reddition des comptes, on calculera l'écart entre le montant des dépenses acceptées par la Collectivité sur la base des factures produites et le montant des avances versées au mandataire. Cet écart donnera lieu à l'émission d'un mandat ou d'un titre par la collectivité, selon qu'il sera positif ou négatif.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

#### 16.2.2 - Décompte général des honoraires du mandataire

Dès notification de l'acceptation de la reddition des comptes de l'opération par la collectivité le mandataire présentera son projet de décompte final de ses honoraires à la collectivité.

Celle-ci disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

La collectivité accepte que lui soit reversé, au besoin, le trop-perçu des fonds versés au titre du paiement des tiers y compris les produits financiers. Après la validation du quitus par la collectivité, cette dernière établira un titre de recette permettant le virement des sommes dues par Alter public.

### 16.3 – Sur le plan administratif

Le mandataire, lors de l'achèvement de sa mission, remettra au mandant l'ensemble des contrats qu'il aura passé avec des tiers pour le compte de l'opération, ainsi que les dossiers administratifs (permis de construire, ICPE, Loi sur l'Eau, etc...) qu'il aurait fait réaliser et déposer auprès des autorités compétentes.

## ARTICLE 17 - ACTIONS EN JUSTICE

En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la collectivité mandante, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles.

La présente délégation, consentie pour les cas d'urgence, prendra fin à tout moment sur simple décision, dûment notifiée, de la collectivité et au plus tard à l'achèvement de la mission technique du mandataire. A cette date, la collectivité se substituera au mandataire dans les procédures engagées.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

La collectivité sera tenue étroitement informée par le mandataire du déroulement de sa mission.

Les représentants de la collectivité pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au mandataire et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

La collectivité aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Le mandataire s'engage à organiser à minima une rencontre au début et à la fin de chaque phase d'avant-projet (APS et APD), ainsi qu'une rencontre semestrielle, durant toute l'opération, avec la Collectivité afin de présenter l'état d'avancement de l'opération et d'informer la Collectivité sur les éventuels sujets qui pourraient entraver le bon avancement du projet.

De plus, le mandataire s'engage à inviter le maître d'ouvrage à procéder en sa présence aux réunions d'opérations préalables à la réception (OPR) avec l'équipe de maîtrise d'œuvre. Pour la bonne prise en main du bâtiment construit par le maître d'ouvrage, le mandataire invitera également le maître d'ouvrage dans le dernier mois précédant la réception des travaux pour la mise en place des formations liées aux différents éléments techniques du bâtiment.

## **ARTICLE 19 - CONTRÔLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LA COLLECTIVITÉ ; BILAN ET PLAN DE TRÉSORERIE PRÉVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES**

**19.1** – Le maître de l'ouvrage et ses agents pourront demander à tout moment au mandataire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

## **ARTICLE 20 - RÉSILIATION**

### **20.1 - Résiliation sans faute**

La collectivité peut résilier sans préavis le présent contrat, notamment au stade de l'approbation des avant-projets et après la consultation des entreprises ainsi qu'il est dit aux articles 1, 2, 9 et 10 du présent contrat.

Elle peut également le résilier pendant la phase de réalisation des travaux, moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Dans le cas d'application du dernier paragraphe de l'article 2 ci-dessus, le mandataire est en droit de demander la résiliation de la convention.

Dans tous les cas, la collectivité devra régler immédiatement au mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Elle devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée desdits contrats.

En outre, le mandataire aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 5 % de la rémunération dont il se trouve privé du fait de la résiliation anticipée du contrat.



## 20.2 - Résiliation pour faute

**20.2.1** - En cas de carence ou de faute caractérisée du mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, la convention pourra être résiliée. Des pénalités, à déterminer en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi, pourront être fixées par les parties.

A défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge. En tout état de cause, le mandataire aura droit au remboursement de ses débours justifiés.

**20.2.2** - En cas de carence ou de faute caractérisée du mandant, le mandataire pourra après traitement amiable saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

## ARTICLE 21 – PÉNALITÉS

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute du mandataire visés à l'article 20.2.1, le mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées aux articles 2 et 6.

Les pénalités qui pourront être dues par le mandataire et qui ne pourront en aucun cas excéder la moitié de sa rémunération seront fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi et, à défaut d'accord entre les parties, seront fixées par le juge.

## ARTICLE 22 – LITIGES

Tous les litiges seront de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

## ARTICLE 23 - DÉCLARATIONS

Le Mandataire s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 à -10 du Code de la commande publique. Le Mandataire s'engage également à produire les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du Code du travail tous les 6 mois pendant l'exécution du marché. Le candidat est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés s'ils ont déjà été remis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation. Le candidat est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Le Mandataire est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

Fait en deux originaux

A ....., le.....

**Le Vice-Président de Saumur Val de Loire  
Agglomération**

**Le Directeur Général d'ALTER PUBLIC**

Michel PATTÉE

Michel BALLARINI

Annexes :  
1 - Liste des tâches du mandataire  
2 - Enveloppe financière prévisionnelle  
3 - Échéancier prévisionnel des paiements  
4 - Notice programmatique